

FONDATION POUR LES ÉTUDES  
ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

# Deux défis à l'intégration africaine

Jaime de Melo



Conférence Internationale, Libreville, 28-29 Avril, 2022

# Plan

**Le bilan d'Abuja sous les CER**

**Ambitions et compromis de la ZLECA**

**Défi #1: Aboutir à un (et aller au-delà) d'un compromis modeste**

**Défi #2 Vers une 'coopération et intégration régionale' par la fourniture de Biens Publics Régionaux (BPR)**

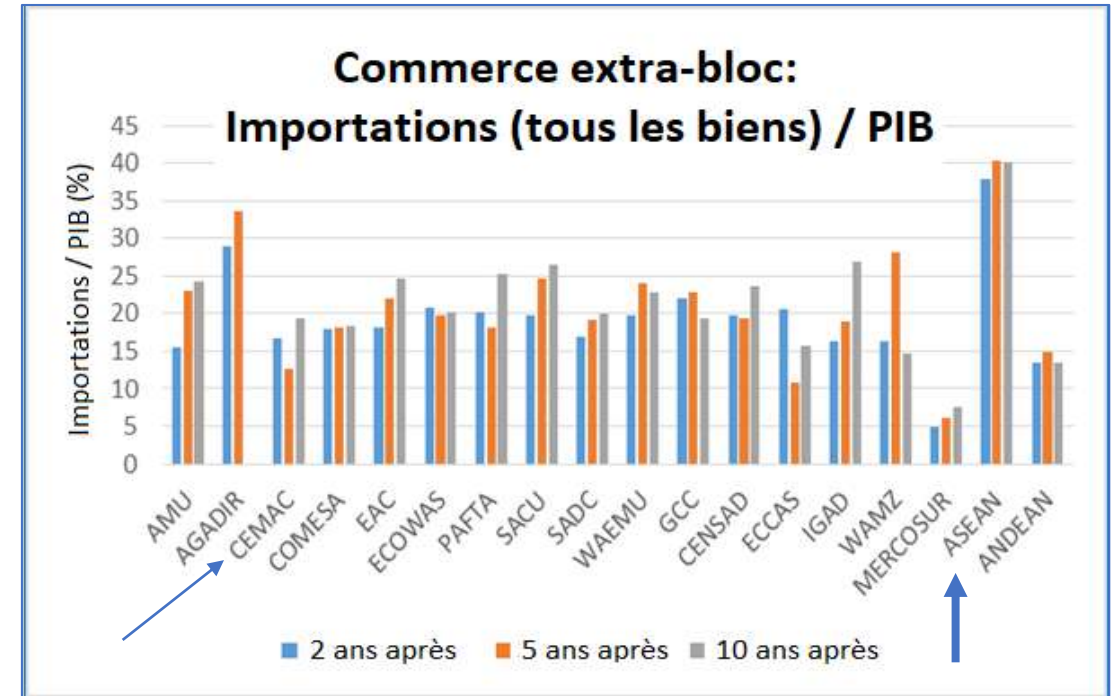
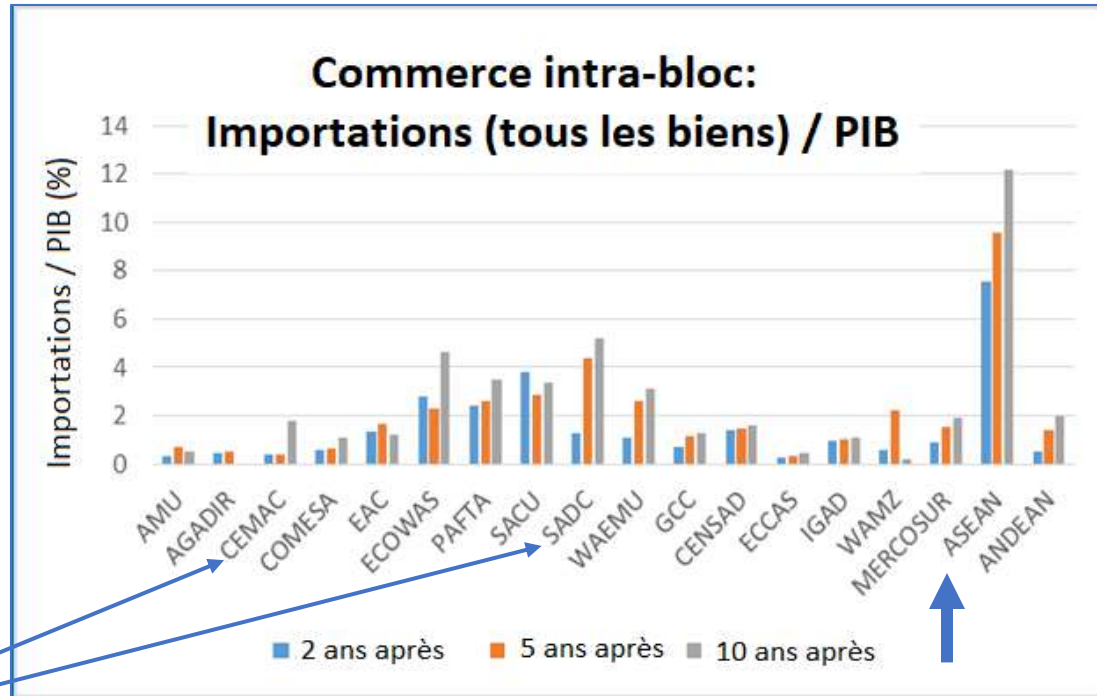


# Le bilan d'Abuja sous les Communautés économique régionales (CER)



# Peu d'augmentation du commerce des CER

Peu d'augmentation du commerce régional au sein des Communautés Economiques Régionales (CER) depuis le lancement de Abuja en 1994 (2 ans avant, 5 ans et 10 ans après)



**Notes:** Moyenne sur 2 années avant la mise en œuvre pour chaque Communauté Economique Régionale (CER)

Entre parenthèses, l'année de mise en oeuvre de l'accord: AMU (89); AGDIR; (04); CEMAC (94); COMESA (93); EAC (99); CEDEAO (93); PAFTA (97); SACU ( 07); SADC (96); UEMOA (94) ; GCC ( 91); CENSAD (98); ECCAS (85); IGAD (96); ZMAO (2000); MERCOSUR (91); ASEAN (92); ANDEAN (87).

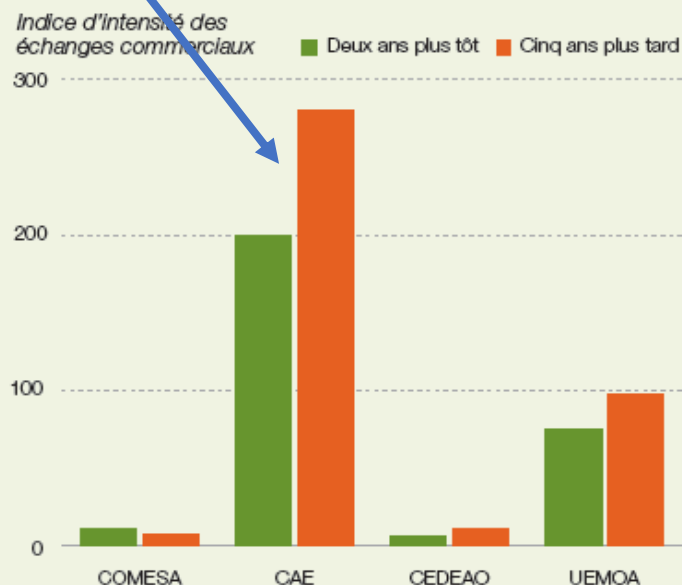
NB :MERCOSUR et ANDEAN ont des évolutions similaires. Seul ASEAN se tient à l'écart



Seule la CEA a augmenté l'intensité des échanges au sein de la communauté

# Intensité de l'intégration commerciale en Afrique le passé et le futur

**FIGURE 3.2** Indices d'intensité du commerce deux ans avant et cinq ans après la mise en place des Communautés économiques régionales



Source : Adapté de de Melo et Tsikata (2015), tableau 2.

Remarque : L'indice d'intensité des échanges est le rapport entre la part du bloc dans les exportations des pays membres et sa part dans les exportations des pays non membres. Les périodes sont 1991–1992 et 1997–1998 pour le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de 1997–1998 et 2003–2004 pour la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de 1992–1993 et 1998–1999 pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Les pays membres de l'UEMOA ne sont pas inclus dans les valeurs de la CEDEAO.

Tableau 2 – Même avec la ZLECAf, le commerce africain restera largement orienté à l'extérieur du continent

Destination des exportations africaines de biens et services

En %	2020	2045	
		sans ZLECAf	avec ZLECAf
Afrique	13,9	19,6	26,8
Chine	14,2	16,9	15,5
Union européenne + Royaume-Uni	31,1	19,1	17,3
États-Unis	6,8	4,8	4,3
Reste du monde	34,0	39,6	36,1

Source : Calcul des auteurs à partir de CEPII, MIRAGE-e.

↑ Source: Lettre du CEPII Mars 2022

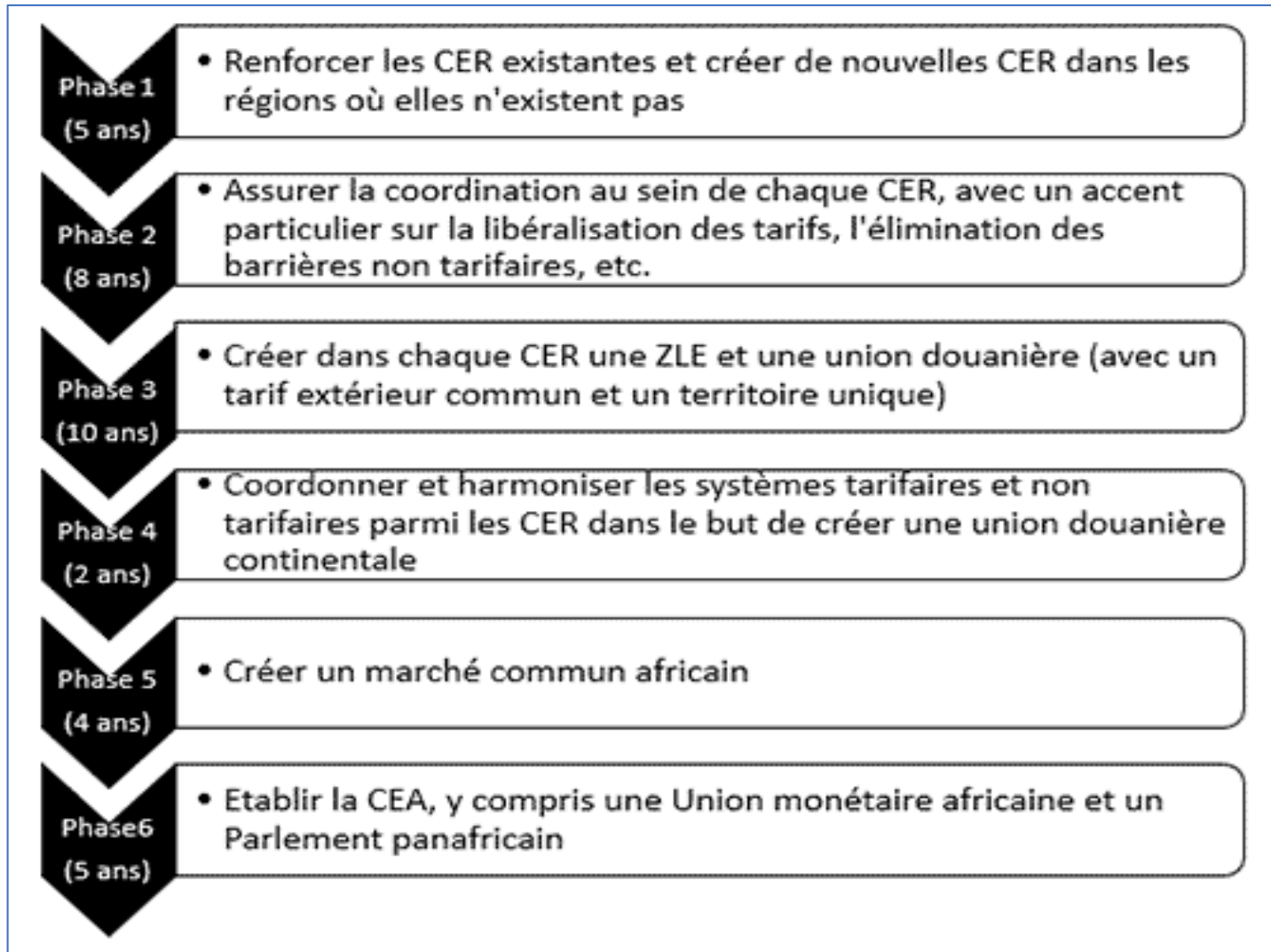
← Source: BAD 2019



# Ambitions et compromis de la ZLECA



# Les ambitions de la ZLECA dans l'agenda de l'Union Africaine\*



← 1994



← 2017

- Les deux phases de la ZLECA
- Protocoles et annexes en cours de négociation en 2022

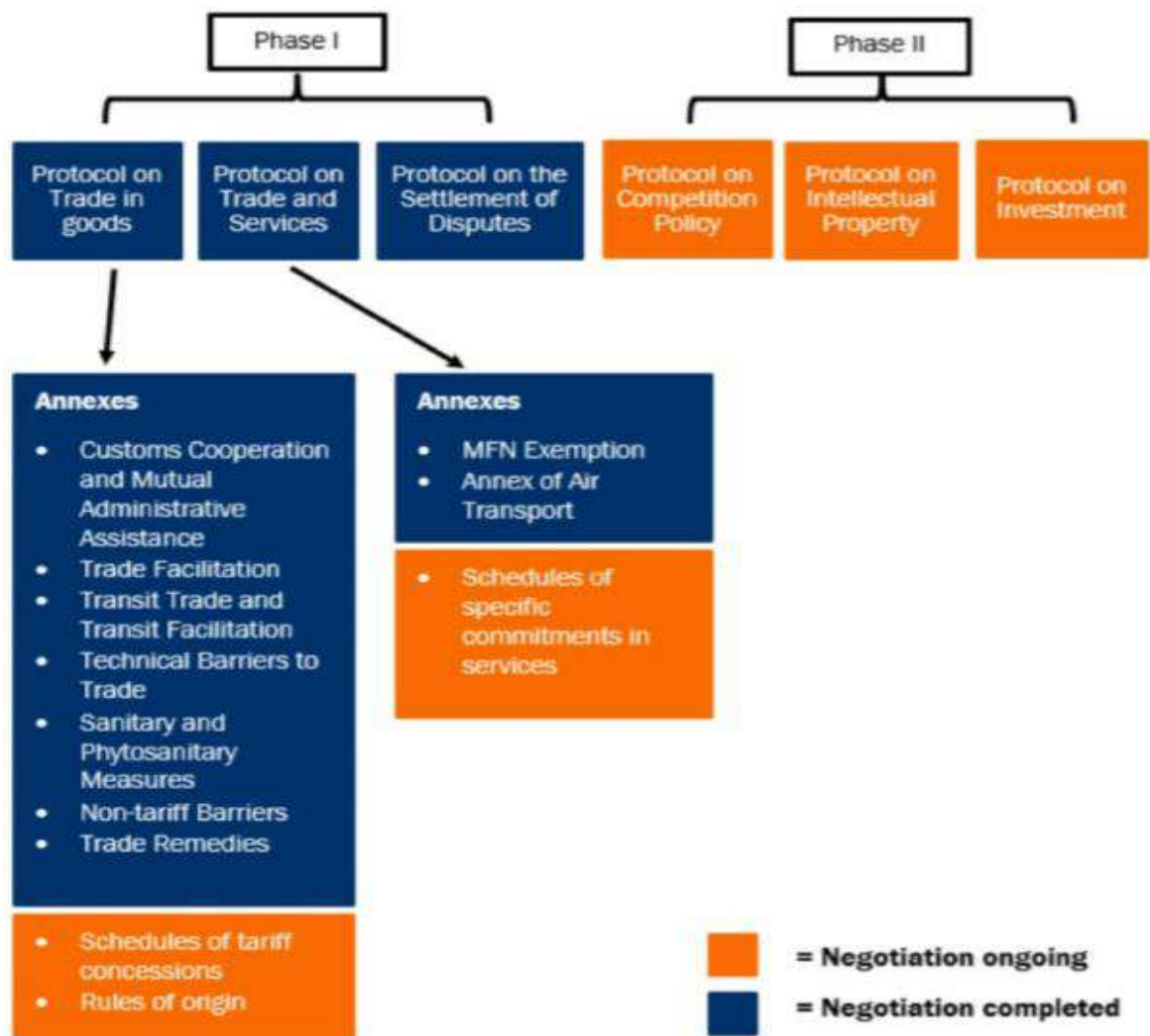
← Une Union monétaire devrait s'appuyer sur les pré-requis d'une ZMO (commerce intra-zone élevé)

Lancement de l'Agenda continental de l'UA 2063 en 2013 coïncide avec la phase 3 d'intégration dans les CERs.

\* "The AFCFTA has had more launches than NASA",... [The Economist](#), March 2022

# Les deux phases de la ZLECA

Figure 1 : Processus diplomatique de mise en place de la ZLECAf



Source: Signé et Ven/Brookings (2019), d'après une adaptation de TRALAC, 2018.

La ZLECA lancée en Janvier 2021 mais

... Phase I toujours retardée par la finalisation des détails techniques (orange) de la phase I.

En Février 2021, 36 pays ont déposé leurs instruments de ratification. Voir le baromètre

<https://www.tralac.org/resources/infographic/13795-status-of-afcfta-ratification.html>

Site du secrétariat de la ZLECA

<https://afcfta.au.int/fr/node/292>

Détails sur

- Règles d'origine
- Listes de concessions tarifaires
- Barrières Non Tarifaires (BNT)-Annexe 5. Monitoring par catégories obligatoire ainsi que publication des plans pour les éliminer.

**Troisième phase: E-commerce devenue prioritaire avec la crise Covid: désormais en 2eme phase**





# Protocoles et annexes en cours de négociation en 2022 (phase I)

- Le Protocole sur le règlement des différends, l'équivalent de son homologue à l'OMC est encore à négocier.
- Les exceptions et les mesures de protection contingents sont encore à négocier.
- Les concessions sur les services sont à compléter.
- Les négociations sur les règles d'origine (RO) doivent être complétées

→ Certains pays bloquent sur les concessions tant que RO pas conclues

Protocole établissant la zone de libre-échange continentale	<ul style="list-style-type: none"><li>• Accord sur le commerce des marchandises</li><li>• Accord sur le commerce des services</li><li>• Règles et procédures de règlement des différends</li></ul>
Des parties et des appendices sont en cours de négociation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Libéralisation du commerce (droits d'importation et d'exportation et règles d'origine)</li><li>• Circulation des personnes et des opérateurs économiques</li><li>• Coopération douanière, facilitation du commerce, transit</li><li>• Barrières non tarifaires</li><li>• Barrières techniques au commerce</li><li>• Mesures sanitaires et phytosanitaires</li><li>• Mesures commerciales correctives et mesures de sauvegarde</li><li>• Exceptions (exceptions générales, exceptions relatives à la sécurité, balance des paiements)</li><li>• Agriculture, pêche et sécurité alimentaire</li><li>• Assistance technique, création de capacités et coopération</li><li>• Politiques complémentaires (zones franches, création de capacités et coopération)</li></ul>
Phase 2 des négociations	<ul style="list-style-type: none"><li>• Accord sur les droits de propriété intellectuelle</li><li>• Accord sur la politique de la concurrence</li><li>• Accord sur les investissements</li></ul>



**Défi #1: Aboutir à (et aller au-delà d'un)  
compromis modeste**



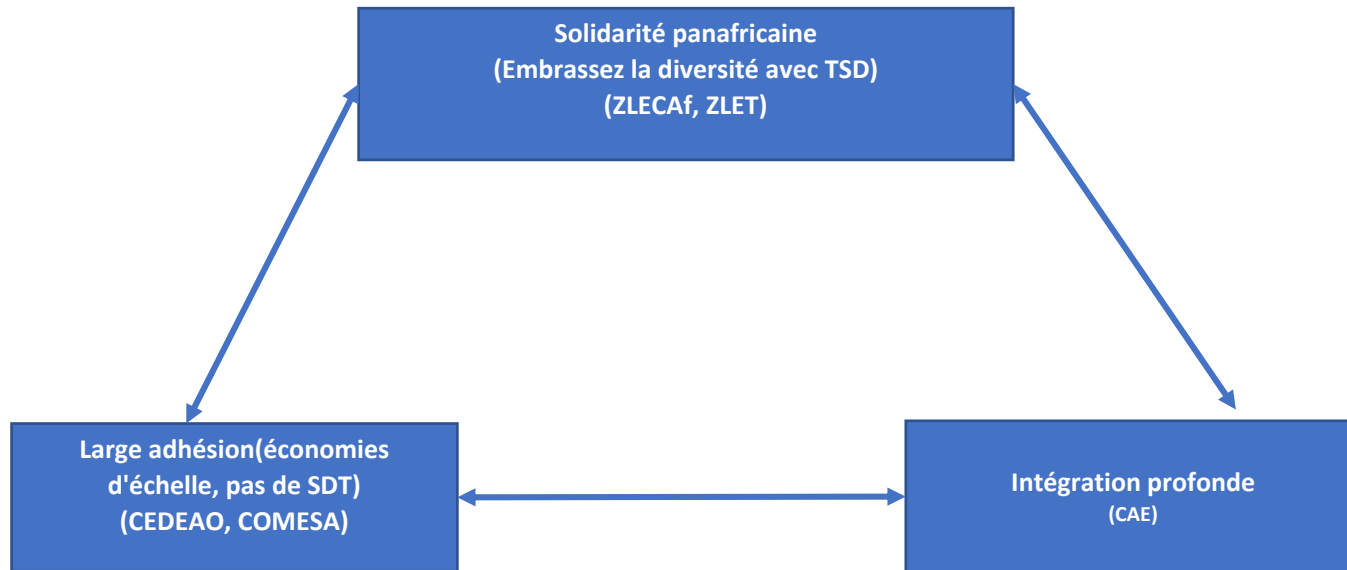
# Accomoder le trilemme d'intégration de la ZLECA

RAPPEL sur le régionalisme:

20<sup>ème</sup>. siècle: Un échange d'accès au marché aux dépens des partenaires de l'extérieur

21<sup>ème</sup>. siècle: **Ouvrir les marchés en échange d'investissements directs étrangers** provenant d'autres partenaires Africains et ceux basés à l'extérieur du continent pour encourager l'externalisation (commerce de la chaîne d'approvisionnement)

**Trilemme de l'intégration africaine: Quel objectif abandonner?**



- Intégration profonde avec peu de pays. (WTO-X)—Ex. CAE
- Intégration superficielle (OMC+): Exploiter les économies d'échelle ⇒ beaucoup de pays
- Solidarité pan-Africaine. Intégration superficielle avec exceptions pour PMAs. TSD(traitement spécial et différencié)

# Le compromis: libéralisation tarifaire très modeste...

- ❑ Aller au-delà du compromis: élimination totale des droits de douane n'est pas au programme de la phase I et peu de progrès sur la réduction des barrières non-tarifaires ([mesures OMC-X](#))

Tableau des Calendriers – Libéralisation tarifaire sous la ZLECA

	PMA	Non-PMA
Libéralisation complete	90% des lignes tarifaires	90% de lignes tarifaires
	Reduction progressive sur 10 ans	Reduction progressive sur 5 ans
Produits sensibles	7% des lignes tarifaires	7% des lignes tarifaires
	Réduction progressive sur 13 ans (tarifs actuels peuvent être maintenir durant les 5 premières années – Réduction progressive commence dès la 6 <sup>ème</sup> année).	Réduction progressive sur 10 ans (tarifs actuels peuvent être maintenir durant les 5 premières années – Réduction progressive commence dès la 6 <sup>ème</sup> année).
Produits exclus	3% des lignes tarifaires	3% des lignes tarifaires

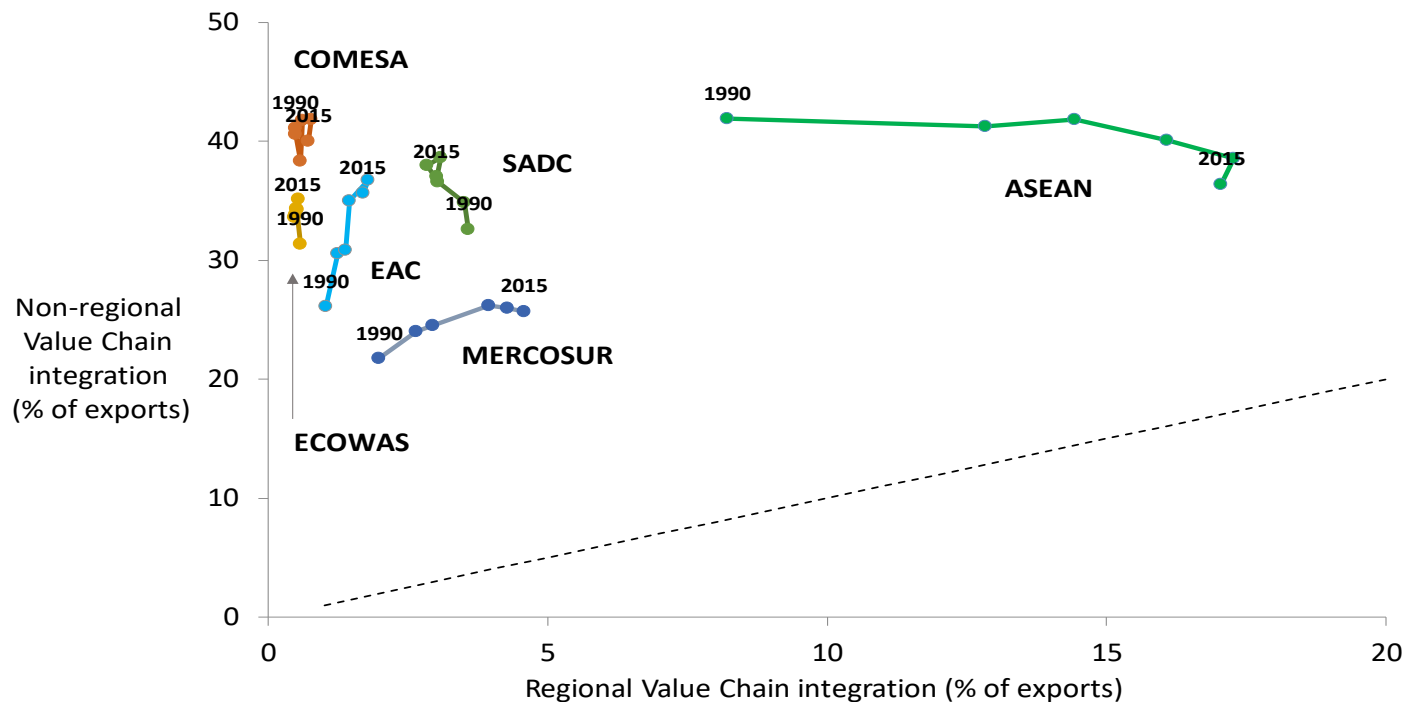
**Liste des PMA :** Angola, Benin, Burkina Faso, Burundi, République de Centre-Afrique, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra-Leone, Somalie, Soudan du Sud, Togo, Ouganda, Tanzanie, Zambie.



# Faible participation des CER dans le commerce de la chaîne d'approvisionnement

En 25 ans aucune augmentation de la participation des Chaines de Valeur Régionales (CVR) en Afrique (mouvement vertical pour les CER), mais augmentation pour MERCOSUR et ASEAN....

...une indication que les **coûts intra-régionaux à commercer restent très élevés dans les CERs**



## Indicateur de participation dans le commerce de la chaîne d'approvisionnement

Somme de la part des importations dans les exportations brutes + la part des exportations brutes soumises à une élaboration supplémentaire dans les pays de destination.

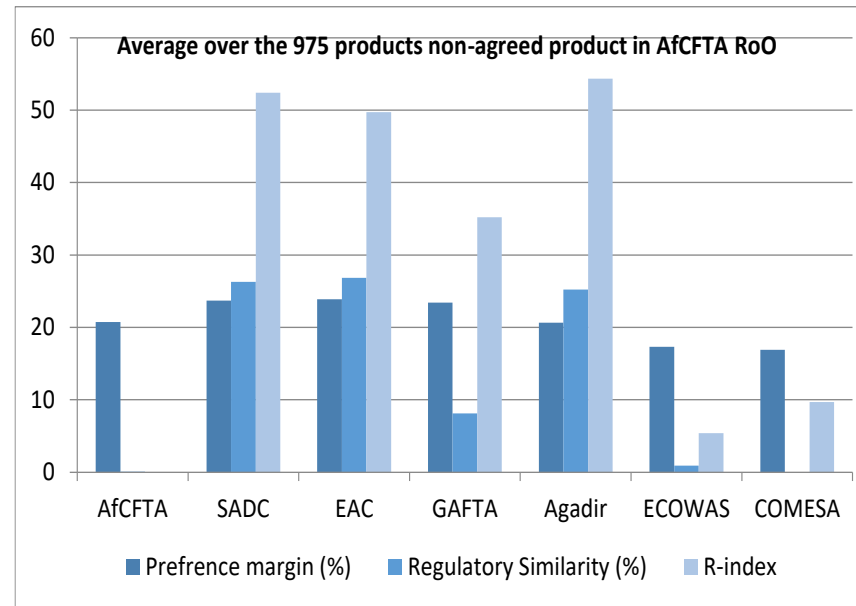
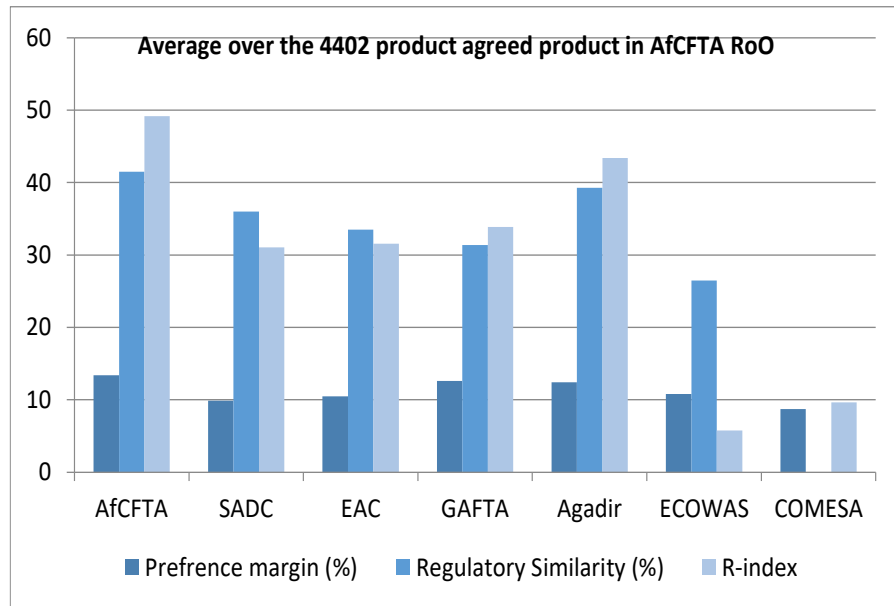


# Difficultés dans les négociations des règles d'origine spécifiques aux produits (PSRs)

Accord sur les lignes tarifaires à marge préférentielles faibles, similarité règlementaire et règles peu complexes

Aucun accord sur les lignes tarifaires à marge préférentielles élevées, faible similarité règlementaire et PSR complexes

Pourcentage d'accords sur les PSRs de la ZLECA	Marge préférentielle moyenne	Similarité règlementaire	R-index (mesure de la complexité des PSR)
OUI (87% des lignes tarifaires)	11%	28	25
NON (13% des lignes tarifaires)	21%	14	35

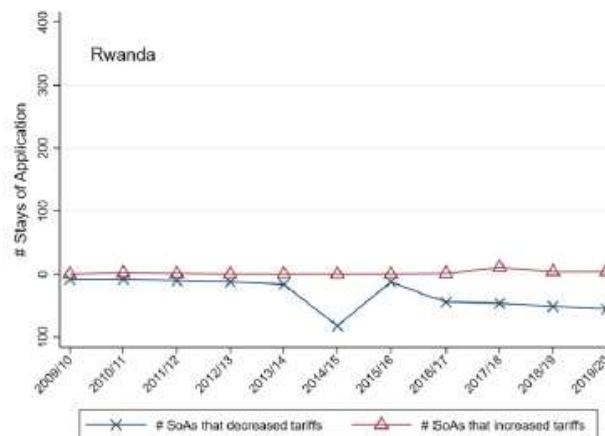
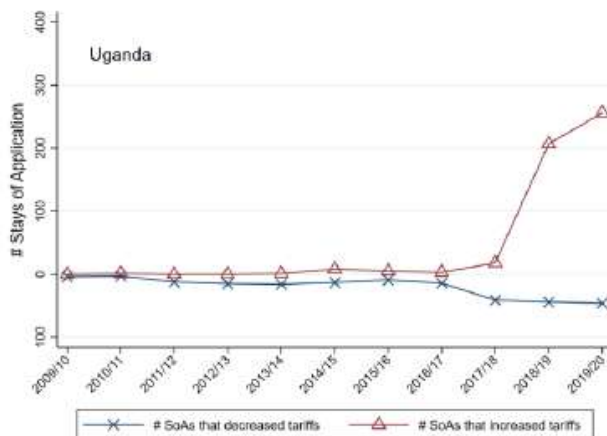
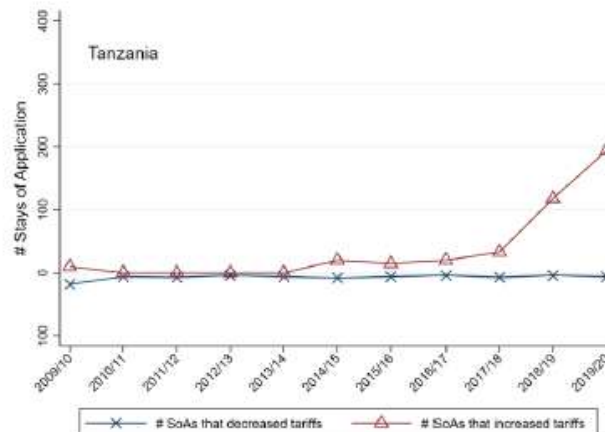
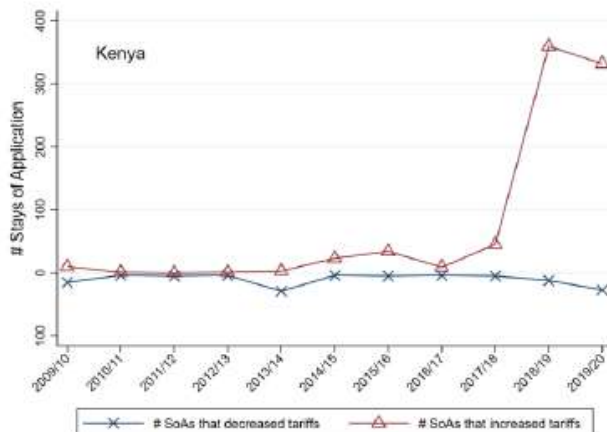


Source: Gourdon et al. (2021)

- Macleod et Luke (2022) attribuent le faible nombre d'offres de concessions tarifaires (33 pays seulement) aux incertitudes causées par les difficultés d'aboutir à un accord sur les règles d'origine (PSR)

# Vers une désintégration de la CEA?

Nombre de produits (niveau HS6 annuel) qui dévient du Tarif Extérieur Commun (TEC)



SOA (stay of applications): déviations de l'application du TEC publiées dans la gazette de la CEA

- TEC: 3-tranches (0%;10%;25%) + une liste de produits sensibles.
- Forte augmentation à partir de 2017.
- Exception du Rwanda: ajustements à la baisse

Notes: SoA = Stays of Application. Omitted are those SoAs that do not unambiguously result in a higher or lower tariff rate on a product. For a small number of cases, the formulation of a SoA in the EAC gazettes is as follows: *Sunflower Oil - Kenya to stay application of EAC CET of 25% and apply a duty rate of 25% or USD 500/MT whichever is higher for one year.* We count these cases as increases as the country moves from a fixed ad valorem tariff to a choice between the same ad valorem tariff or an amount that is higher.



# Défi #2 Vers une 'coopération et intégration régionale' par la fourniture de Biens Publics Régionaux (BPR)





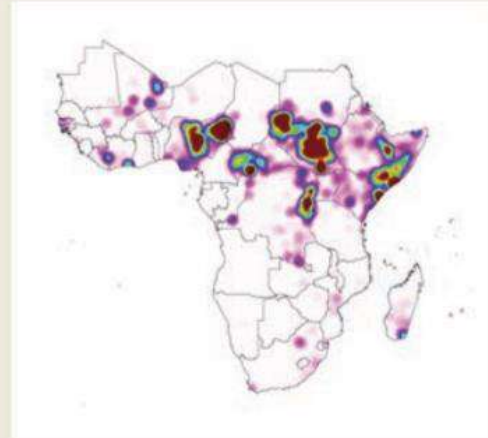
# Externalités transfrontalières en Afrique

## AFRIQUE

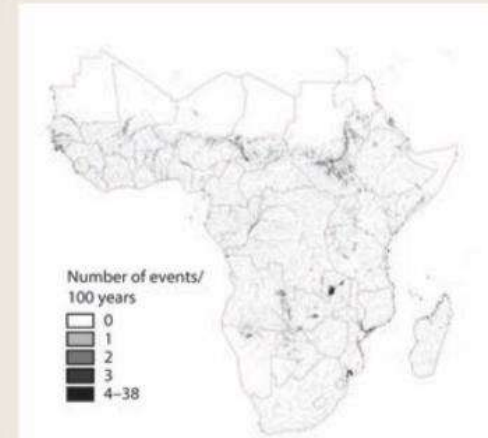
- Le plus grand nombre de pays par continent.
- ...et plus grande part de frontières artificielles par continent.
- 835 tribus dont 40% sont séparées par des frontières.

Souvent, ces externalités ne correspondent pas aux frontières

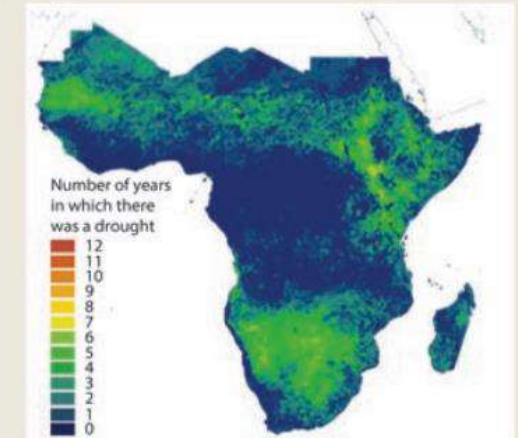
a. Conflict prevalence, 2010–14



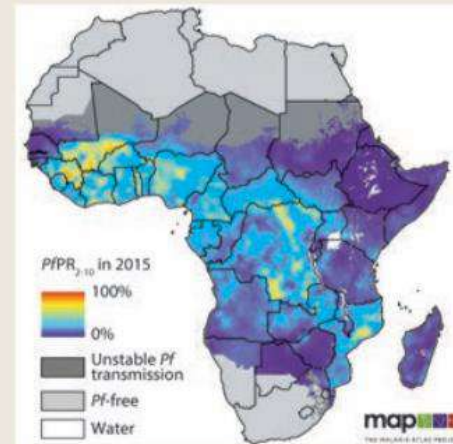
b. Risk of riverine flood



c. Drought prevalence, 2000–14



d. Malaria prevalence, 2015



Sources: Panels a–c: Fisker and Hill 2018; panel d: the Malaria Atlas Project (<https://map.ox.ac.uk/>); panel e: World Development Indicators database, maternal mortality ratio.  
Note: Panel c: A drought year is defined as a year in which at least half the growing period months are recorded to have a predicted greenness anomaly value below the 10th percentile of predicted greenness. Panel d: Each 5 km<sup>2</sup> pixel on the map shows the predicted *Plasmodium falciparum* (Pf) prevalence rate as a proportion of all children ages 2–10.

# Vers une plus grande subsidiarité pour la fourniture de Biens Publics Régionaux (BPR)

Institutions supra-nationales nécessaires  
mais elles sont sans autorité

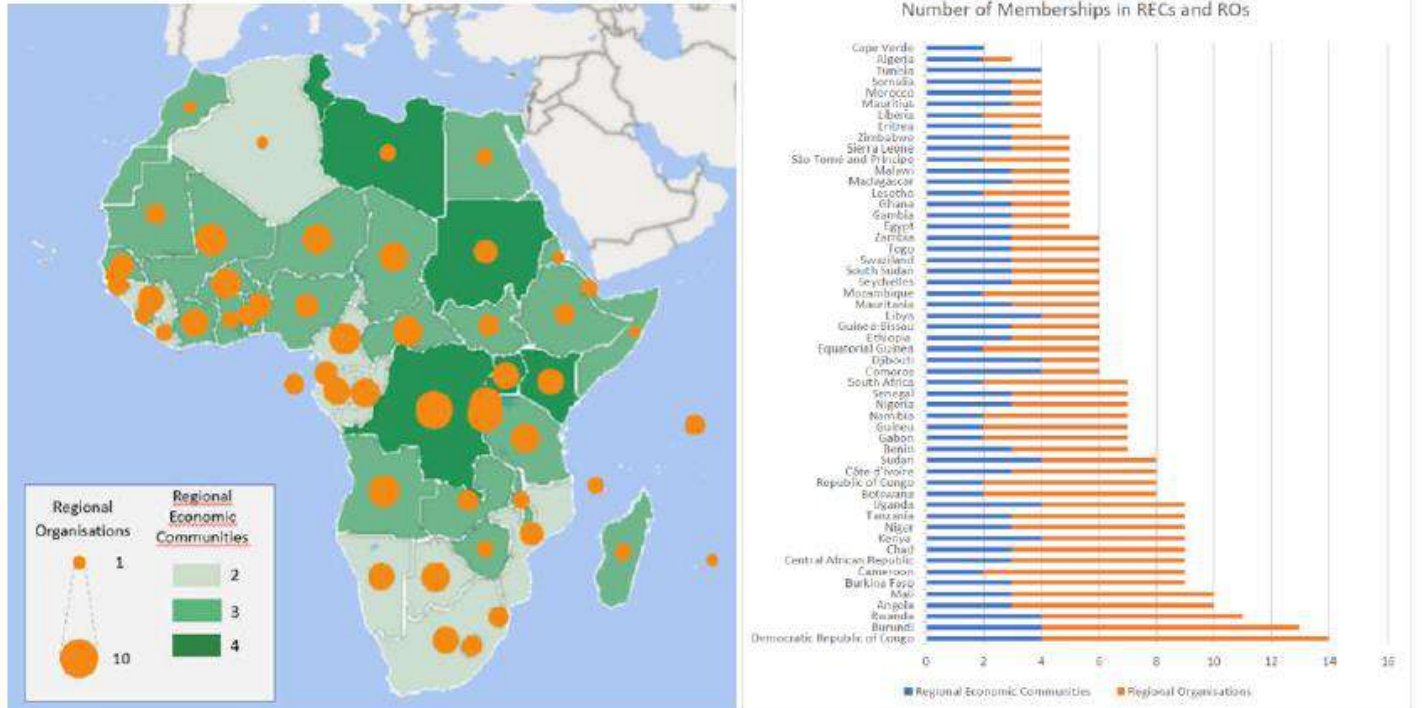
La souveraineté implique que les BPR  
doivent être auto-exécutoires. (Chaque  
pays retient un droit de veto sur les OR.)  
Les secrétariats (comme la ZLECA) n'ont  
aucune autorité.

Exemple: Difficulté de la mise en oeuvre  
d'un mécanisme efficace de règlement  
des différends.

Objectif:

Bâtir la confiance pour accepter une  
plus grande subsidiarité  
....une augmentation du commerce  
intra-regional devrait (...) augmenter le  
coût d'opportunité de tensions et  
conflits régionaux

Chevauchement des partenariats dans les Organisations Régionales (OR) et les CERs



Note: Economic organizations: 16 (9 AU recognized RECS + 7 other economic organizations). Other regional organizations: 25 (5 energy-based + 15 river and lake + 4 peace and security +1 environmental). Average memberships per country: RECs (3); other regional organizations (4).



Merci de votre attention

